
LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à
l'Assemblée Nationale.*

N^o. LXII.

Du Lundi 23 Août 1789.

Séance du Samedi soir.

ON s'est occupé de l'affaire du parlement de Rouen ; concernant le procureur du roi de Falaise ; M. Regnaut en a fait un nouveau rapport. On a lu la procédure faite par cette cour contre ce magistrat , à raison de ses fonctions d'électeur ; la discussion a été très-longue , les uns vouloient que le procureur général fût entendu avant de statuer sur cette affaire ; d'autres soutenoient qu'il failloit laisser la procédure comme attentatoire à la liberté nationale.

Quelques-uns prétendoient que l'assemblée ne pouvoit pas exercer le pouvoir judiciaire ; comme si une assemblée , source de tous les pouvoirs , ne pouvoit en reprendre l'exercice quand il s'agissoit de maintenir le sien. La puissance législative seroit en effet illusoire si elle n'avoit la force nécessaire pour se maintenir contre les divers obstacles qui pourroient lui être opposés , soit en gênant la liberté des assemblées élémentaires , soit autrement.

Tom. II,

Y.

MM. Goupille , de Préfeld , de Richier , Populus , Target , Fermond , de Foucaut , Bouche , & le duc de Mortemar , ont discuté tour-à-tour les différens parti^s qu'il y auroit à prendre dans cette affaire.

Vers les dix heures & demi , M. de Frondeville , président du parlement de Normandie , & député de la noblesse , a demandé le renvoi du jugement à la séance du lendemain , & il lui a été accordé.

Séance d'hier.

L'ordre du jour ayant ramené la discussion des articles XVI, XVII & XVIII du projet de la déclaration des droits, après que M. le président a eu demandé le calme & le plus grand silence pour un objet de cette importance, M. Pethion de Villeneuve a dit, que les articles XVI & XVII ne contenant que des devoirs, devoient être renvoyés à la constitution. « Vous faites, messieurs, a-t-il ajouté, une déclaration des droits; Vous n'avez pas à parler du culte particulier; je crois donc qu'il n'y a pas lieu à délibérer. »

M. Maillet pensoit aussi que le culte de la religion devoit être renvoyé à la constitution; M. Bouche étoit du même avis, en attendant, disoit-il, que l'assemblée pût solenniser dans un décret la religion dominante.

M. l'abbé d'Eymar a dit, qu'ayant examiné de plus près les propositions énoncées, elles lui avoient inspiré une autre idée, & qui le rapprochoit beaucoup de la motion de M. de Castlane; il s'en tenoit à la seule rédaction de l'article XVI, en demandant que toute discussion sur l'article XVII fût supprimée: M. le comte de Mirabeau ayant observé qu'il n'étoit pas permis de faire une motion sur une motion, M. le vicomte de Mirabeau, son frère, appuyé celle de M. de Castlane, en ajoutant, « que rien ne seroit plus dangereux que l'anarchie de religion; qu'il

n'avoit pas imaginé qu'il devoit devenir un jour l'apôtre de celle qu'il professoit ; qu'il n'étoit point accoutumé aux discussions théologiques ; qu'il se contentoit d'adorer & de croire , mais que la liberté du culte ne devoit se trouver que dans la constitution. »

M. Vouland insistoit , d'après un article de son cahier , pour qu'il fût inséré dans la déclaration , que l'homme ne peut être inquiété dans ses opinions religieuses ; « dans la constitution , disoit-il , vous établirez ce qui doit constituer la religion dominante ; il est du plus grand intérêt que l'on puisse professer la religion qu'on voudra ; & la nôtre est fondée sur une morale trop pure pour ne pas tenir toujours le premier rang. »

M. de Clermont-Lodève soutenoit qu'il étoit nécessaire de faire mention dans la déclaration , non-seulement des droits ; mais des devoirs de l'homme ; que chaque citoyen fait trop de cas de la sûreté & de la propriété , pour vouloir affaiblir le lien sacré qui doit unir tous les hommes ; que le principe de ne faire aux autres que ce que l'on voudroit qu'il fut fait à nous-mêmes , seroit insignifiant , sans ses rapports avec la religion.

M. l'évêque d'Autun , dont l'opinion est toujours lumineuse , sage & mesurée , a si bien prouvé qu'il ne devoit se trouver que des droits dans la déclaration , qu'il a été décidé , presque à l'unanimité , *qu'il n'y avoit pas lieu de délibérer , quant à présent , sur les articles XVI & XVII.*

On a passé tout de suite à la discussion de l'article XVIII. Ici se présentoit des questions délicates , dont la discussion n'a été ni heureuse , ni assez profonde dans les derniers siècles ; mais dont le résultat se ressentira des lumières du XVIII^e. Un de MM. les secrétaires a lu l'article du projet ainsi conçu : « Tout citoyen qui ne trouble pas le culte établi , ne doit point être inquiété. »

Les débats s'étant ouverts, M. de Mirabeau a commencé par démontrer que le culte public étant un devoir, il ne devoit par faire partie de la déclaration; qu'il n'étoit d'ailleurs qu'une institution sociale; & que sous ce rapport, il seroit absurde de l'y faire entrer. « Quel tort, s'écrioit-il, vous fait celui qui prie l'Etre suprême dans la sincérité de son cœur? Vous ne devez pas vous occuper de la police religieuse: je n'entends parler que du culte dominant; ce n'est pas sans doute un culte oppresseur. Voudroit-on parler de celui du prince? Mais le prince n'a pas le droit de l'opinion. Le culte est une opinion; votre pensée est à vous, elle est indépendante de toutes les puissances. Rien ne doit dominer que la justice; & ne pas nuire à autrui, est le premier & le plus sacré des devoirs: c'est la motion de M. de Castlane que j'adopte. »

Un autre membre ne disoit pas avec moins de force, que l'assemblée ayant déjà consigné dans ses décrets que l'homme étoit libre, il devoit l'être dans ses pensées; qu'il devoit à l'Etre suprême son respect & sa reconnaissance; mais qu'il devoit avoir la liberté d'exprimer les divers sentimens de gratitude dont il étoit pénétré, de la manière qui lui paroïssoit la plus convenable, en adoptant la première proposition de M. de Castlane, il rejettoit la seconde.

« Je n'ai rien à ajouter à ce qui a été dit en faveur de mon opinion, a repris alors M. de Castlane; je vais défendre le second article puisqu'on trouve bon le premier; je ne parle pas du culte; je dis que personne ne peut être troublé dans ses opinions religieuses: ce seroit prétendre autrement que nous avons le droit d'inquiéter les hommes; ne donnons pas l'exemple de la plus absurde des tyrannies. Je persiste dans ma motion, avec l'amendement de M. de la Borda, à

M. l'archevêque de Paris a proposé de renvoyer le dix-huitième article & les deux autres à la constitution ; plusieurs débats se sont élevés sur sa motion ; M. de Lameth & plusieurs d'autres l'ont combattue. M. d'André a prétendu qu'on ne pouvoit pas délibérer sur un objet en délibération ; enfin , M. de Castellane a retiré la seconde partie de sa motion, ne réservant seulement que celle qui portoit , que nul homme ne pouvoit être inquiété sur ses opinions religieuses.

On est aisé aux voix sur l'article XVIII du projet du sixième bureau , & il a été unanimement rejeté.

Alors on a fait une foule d'amendemens, qui ont été longuement discutés par MM. Pelerin , d'André , Guillaumin , Bouche , Dupuesnoi , Robert-Pierre , Bouchotte , Lachaise , l'évêque de Langres, Garat, de Mirabeau, Pison du Galand, de Virieux , Rabaud de Saint-Etienne , l'évêque de Clermont ; l'abbé Dillon , l'évêque de Lyda , Chassé & plusieurs autres membres. On ne finiroit pas , si l'on devoit rapporter même , *en bref*, les différentes discussions qui ont été faites sur chaque mot de la motion & des amendemens.

On se bornera à présenter une légère esquisse du discours touchant qui a été prononcé par M. Rabaud de Saint-Etienne , sur la liberté d'opinion & de culte public que devroient avoir en France les non-catholiques.

« Vos principes , disoit M. Rabaud , sont que la liberté est un bien commun , & que tous les citoyens y ont un droit égal : la liberté doit donc appartenir à tous les Français & de la même manière. celui qui veut en priver les autres n'en est pas digne ; celui qui la distribue inégalement ne la connoît pas ; celui qui attaque la liberté des autres attaque la sienne propre. Vos principes sont, Messieurs , que la liberté des opinions est un droit sacré imprescriptible. Elle échappe à l'empire des hom-

mes; la contraindre est une injustice ; l'attaquer est un sacrilège ; qui de vous , Messieurs , jouiroit avec quelque satisfaction d'une liberté dont seroit privés à côté de vous deux millions de citoyens ? Y auroit-il donc encore une aristocratie pour les opinions , une sorte de féodalité pour les pensées qui réduiroit en servitude d'un grand peuple , de vos frères , parce qu'ils adorent votre Dieu d'une autre manière que vous ? Je demande donc qu'en attendant que l'assemblée statue sur l'abolition des loix concernant les non-catholiques , & que vous les assimiliés en tout aux autres Français ; on insère dans la déclaration des droits l'article suivant. Tout homme est libre dans ses opinions. Tout homme a droit de professer son culte , & nul ne peut être inquiété à cause de sa religion ».

M. l'évêque de Lyda a montré dans la discussion plus de tolérance encore que n'en présentait la motion de M. de Castellane , puisqu'il vouloit accorder aux non catholiques l'exercice libre en commun.

Après tous ces débats qui ont duré fort long-temps , M. le président a fait délibérer d'abord sur tous les amendemens ; presque tous ont été adoptés ; il en est résulté l'article suivant que M. le président a fait lire.

A R T. X.

« Nul ne peut être inquiété dans ses opinions religieuses , pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi ».

On a proposé d'aller aux voix sur cet article. La séance qui avoit été déjà orageuse sur les amendemens , ne l'a pas été moins sur la motion. On a admiré la sage fermeté de M. le président , & cette motion a été ultérieurement adoptée dans les termes ci-dessus. La séance n'a été levée que vers les cinq heures.

A V I S.

N. B. MM. les Souscripteurs , dont l'abonnement a fini au soixantième numéro, sont priés de renouveler , & de rapporter le numéro de leur souscription , à Paris chez CUSSAC, Libraire, au Palais-Royal, N^{os}. 7 & 8, & chez les principaux Libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement , de 30 numeros , est de 6 liv. pour Paris, & de 7 liv. 10 sous , franc de port, dans tout le royaume ; on est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent , sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.

HOTEL-DE-VILLE DE PARIS.

COMITÉ PROVISOIRE.

Permis à la poste de laisser passer dans la province le journal intitulé , *Point du jour* , à la charge que les exemplaires porteront le nom de l'imprimeur. A Paris , ce 27 juillet 1789. Signés PITRA, BOURRÉE DE CORBERON, LEVACHER DE LA TERRINIÈRE.

De l'imprimerie de BALLARD, Imprimeur du Roi,
rue des Mathurins.

(1887)
N.º 111.

El Ayuntamiento de Madrid, en virtud de lo dispuesto en el Real Decreto de 1.º de Mayo de 1887, y en consecuencia de lo acordado en la Sesión de 1.º de Mayo de 1887, publica el presente bando para que los interesados en el concurso de obras de construcción de un edificio para el uso de oficinas, presenten sus propuestas en el término de diez días hábiles siguientes a la publicación de este bando.

El edificio que se construya tendrá una planta de terreno de 1.000 metros cuadrados, y se levantará en el solar sito en la calle de San Mateo, número 1.º, de la ciudad de Madrid. Las condiciones de este concurso son las que se expresan en el pliego de condiciones que acompaña a este bando.

NOTA DE INTERÉS DE PAÍS

COMITÉ TRAYECTORIA

El Ayuntamiento de Madrid, en virtud de lo dispuesto en el Real Decreto de 1.º de Mayo de 1887, y en consecuencia de lo acordado en la Sesión de 1.º de Mayo de 1887, publica el presente bando para que los interesados en el concurso de obras de construcción de un edificio para el uso de oficinas, presenten sus propuestas en el término de diez días hábiles siguientes a la publicación de este bando.

El Ayuntamiento de Madrid, en virtud de lo dispuesto en el Real Decreto de 1.º de Mayo de 1887, y en consecuencia de lo acordado en la Sesión de 1.º de Mayo de 1887, publica el presente bando para que los interesados en el concurso de obras de construcción de un edificio para el uso de oficinas, presenten sus propuestas en el término de diez días hábiles siguientes a la publicación de este bando.